

## L'accord institutionnel réforme la justice

L'accord sur la 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat, encore appelé accord papillon, prévoit à côté de la scission de BHV judiciaire d'autres réformes en matière de justice. Ainsi, le Conseil d'Etat pourra se prononcer sur les effets en droit privé d'une annulation. De surcroît, les entités fédérées jouiront d'un droit d'injonction positive et disposeront de plus de compétences en matière de droit sanctionnel de la jeunesse et des maisons de justice.

### **Jurgen Goossens**

En dehors de la scission de l'arrondissement judiciaire BHV, les réformes judiciaires de l'accord institutionnel ont peu retenu l'attention. Cependant les négociateurs ont obtenu un consensus au sujet de réformes qui doivent redessiner en profondeur le paysage judiciaire. Ce qui frappe le plus ce sont les nouvelles compétences proposées pour le Conseil d'Etat. Celui-ci pourra dorénavant accorder des réparations. L'accord n'est cependant qu'un texte de base général qui devra maintenant être traduit en textes législatifs qui devront déterminer la portée et l'impact de l'accord de façon plus détaillée.

### Conseil d'Etat

Bien que seules deux phrases dans l'accord parlent de l'extension des compétences du Conseil d'Etat et des tribunaux administratifs fédéraux les effets en seront importants. Actuellement, le Conseil d'Etat peut seulement suspendre ou annuler un acte administratif. Cette procédure peut prendre des années. Ensuite l'on est souvent obligé d'entamer une seconde procédure devant le juge civil afin d'obtenir une indemnité ou une autre intervention.

Les négociateurs ont convenu de modifier l'article 144 de la Constitution ('Les contestations qui ont pour objet des droits civils sont exclusivement du ressort des tribunaux'). Après la modification constitutionnelle et les lois qui seront prises pour sa mise en œuvre, le Conseil d'Etat pourra se prononcer sur les effets en droit civil d'une annulation. Il pourra, entre autres, accorder un rétablissement des droits par l'octroi de dommages et intérêts.

Luc Hellin, porte-parole du Conseil d'Etat, a insisté dans le journal *De Tijd* sur les implications de cet accord : « Si cette réforme aboutit cela signifiera un changement énorme pour le Conseil d'Etat. Cela provoquera un bouleversement de notre système de jurisprudence. Nous ne sommes pas habitués à nous prononcer sur des réparations. Les juges civils ont pour cela des tarifs fixes à leur disposition. Nous devons commencer à zéro. »

Les décideurs devront dans les mois qui viennent sérieusement réfléchir à l'élaboration concrète de cette réforme. La charge de travail des tribunaux civils va diminuer, mais le Conseil d'Etat aura plus de travail et la procédure devra être adaptée. Dans tous les cas la réforme aura un effet positif en terme d'efficacité, parce que les justiciables ne devront plus conduire qu'une seule procédure afin être rétablis complètement dans leurs droits.

La question de savoir si la distinction entre tribunaux civils et administratifs a encore un sens redevient ainsi particulièrement d'actualité. Il est par conséquent indiqué de réfléchir attentivement dans un avenir proche à la piste du *monisme* juridictionnel, plus particulièrement l'intégration des tribunaux civils et administratifs.

Les Communautés et les Régions ont déjà la compétence de rendre punissables des infractions à leur réglementation, mais elles ne sont pas compétentes pour en assurer le respect. Les négociateurs ont décidé que les entités fédérées recevraient désormais des compétences en la matière, plus particulièrement en matière de politique de poursuites et d'exécution de la sanction.

Les entités fédérées pourront désormais exercer un droit d'injonction positive dans les matières relevant de leur compétence via un ministre délégué de l'entité fédérée. Cela ouvre la porte pour l'introduction d'un ministre de la justice flamand ou wallon. Les entités fédérées concluront avec l'autorité fédérale un accord de coopération qui portera sur : la politique de poursuites du ministère public et l'établissement de directives en matière de politique criminelle, la formalisation de la représentation des entités fédérées au sein du Collège des procureurs généraux, la note-cadre Sécurité intégrale et le plan national de sécurité.

Les Communautés seront impliquées dans les tribunaux d'application des peines par la participation des directeurs généraux des Maisons de Justice au

comité de sélection des assesseurs. Les négociateurs ont également prévu une communautarisation de l'organisation et des compétences des Maisons de justice relatives à l'exécution des peines, à l'accueil des victimes, à l'aide de première ligne et aux missions subventionnées. Un accord de coopération sera conclu à ce sujet entre l'Etat fédéral et les entités fédérées.

Pour ce qui est de la compétence fragmentée du droit sanctionnel de la jeunesse une communautarisation des matières suivantes est proposée : les établissements fermés, la définition de la nature des mesures pouvant être prises à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction, les règles de dessaisissement et les règles de placement en établissement fermé.

A Bruxelles, la Commission communautaire commune (COCOM) sera compétente.

#### Scission judiciaire de BHV

La scission juridique de BHV implique une scission de l'arrondissement judiciaire et du parquet de BHV. Il y aura un parquet néerlandophone à Halle-Vilvoorde et un parquet bilingue dans les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale. 5 magistrats bilingues du parquet de Bruxelles seront détachés à Halle-Vilvoorde en vue du traitement de procédures entre francophones. Les tribunaux sur le territoire de BHV restent à Bruxelles, à l'exception de quelques tribunaux de police et de justices de paix. Les tribunaux seront dédoublés en tribunaux néerlandophones et francophones.

Le parquet de Bruxelles sera composé de 80% de magistrats francophones et de 20% de magistrats néerlandophones. Il est exigé qu'un tiers des magistrats à Bruxelles soient bilingues. A Halle-Vilvoorde un tiers des magistrats néerlandophones devra également être bilingues. Les tribunaux sont dédoublés dans le même rapport 80-20 en collèges francophones et néerlandophones.

Dans le système actuel les justiciables doivent physiquement adresser au tribunal civil une demande pour obtenir un changement de langue ou de renvoi à un tribunal d'un autre rôle linguistique. Ceci sera assoupli et possible par lettre moyennant l'accord commun des parties. Les francophones pourront

par exemple demander à être jugé en français. Ce sera possible non seulement dans BHV mais également dans l'ensemble du pays.

### Bonnes intentions

L'accord communautaire contient clairement quelques bonnes intentions, mais une réforme globale visant à une amélioration de l'efficacité de notre justice se fait toujours attendre. Les réformes proposées ne sont donc qu'un début mais pas une fin dans la construction d'un appareil de justice efficace.

(L'auteur est assistant doctorant en droit constitutionnel de l'Université de Gand).

(Cette contribution est une traduction de l'article publié dans *De Juristenkrant* du 26 octobre 2011, p. 1-2).